



COMITÉ DES RESPONSABLES
DE LA VÉRIFICATION INTERNE

RAPPORT ANNUEL

1^{er} avril 2000 au 31 mars 2001

Le Comité des responsables de la vérification interne

10, rue Pierre-Olivier-Chauveau, bureau SS-15
Québec (Québec) G1R 4J3
Téléphone : (418) 646-3169
Télécopieur : (418) 644-5281

Site Internet : <http://www.crvi.gouv.qc.ca>
Courriel : crvi@crvi.gouv.qc.ca

La vérification des états financiers est un
hommage de

Dépôt légal - 2001
Bibliothèque nationale du Québec
Bibliothèque nationale du Canada
ISSN 1496-3337
© Gouvernement du Québec



LEMIEUX NOLET
comptables agréés
S E N C

Madame,
Monsieur,

J'ai le plaisir de déposer le douzième rapport annuel du Comité des responsables de la vérification interne (CRVI) au nom du conseil d'administration.

Le CRVI a eu fort à faire durant la période 2000 - 2001 pour bien s'inscrire dans les changements occasionnés par l'adoption et la mise en œuvre de la nouvelle *Loi sur l'administration publique*. Le conseil d'administration a appuyé ses membres dans cette démarche des plus importantes.

Un plan stratégique a été déposé, dont un des objectifs est que la majorité des unités de vérification interne réalise des travaux reliés aux orientations gouvernementales. Des groupes de travail ont été mis en place pour élaborer et proposer de nouveaux outils aux membres du CRVI et, ainsi, enrichir le *Manuel de la pratique professionnelle de la vérification interne dans l'administration publique québécoise*. Le CRVI a participé à des tables interministérielles coordonnées par les organismes centraux afin de développer des guides de bonnes pratiques de gestion touchant les différentes facettes de la gestion axée sur les résultats : rapports annuels de gestion, indicateurs de résultats, programme type de contrôle de gestion.

De nombreuses activités d'information et de formation touchant la modernisation de l'administration publique ont eu lieu en cours d'année afin que les responsables de la vérification interne et les vérificateurs puissent s'adapter au nouveau contexte, influencer et soutenir leur milieu dans leurs activités quotidiennes.

De plus, le CRVI a mis de l'avant et réalisé plusieurs projets afin de promouvoir la vérification interne et la compétence de ses membres et de leur équipe au sein de l'administration gouvernementale. Ainsi, les Grands Prix du CRVI – Première édition, s'est tenu le 8 juin 2000 sous le thème « La vérification interne : une valeur ajoutée à l'organisation ». Trois organisations gouvernementales se sont vu remettre un trophée en reconnaissance de la qualité de leurs travaux.

Par ailleurs, je crois fortement que le maintien de liens étroits entre les personnes œuvrant en vérification interne contribuera à l'influence et au rayonnement de la profession. C'est pourquoi certaines assemblées plénières ont été ouvertes aux professionnels des unités administratives dont le responsable est membre du CRVI. De plus, une assemblée plénière s'est tenue en mars dernier, à Montréal, où œuvrent plusieurs des membres du CRVI.

Je remercie chaleureusement les membres du conseil d'administration, les responsables de la vérification interne et les vérificateurs internes qui ont consacré temps et énergie à la réalisation des projets dont le présent rapport fait état. Je remercie tout spécialement les personnes du secrétariat permanent dont le dévouement a été remarquable.

Le président,



Alain Chassé

DÉCLARATION DU PRÉSIDENT AU 31 MARS 2001

Les résultats et les informations contenus dans le présent rapport annuel relevaient de ma responsabilité au 31 mars 2001. Cette responsabilité porte sur l'exactitude, l'intégrité ainsi que la fiabilité des informations et des résultats qui sont présentés au regard des objectifs approuvés par le Comité des responsables de la vérification interne.

Tout au cours de l'exercice financier, je me suis assuré, avec la collaboration des membres du conseil d'administration, que les moyens étaient pris pour que les objectifs prioritaires soient atteints. Un plan stratégique triennal ainsi qu'un plan d'action 2000 - 2001 ont été approuvés lors de l'assemblée générale annuelle.

Le conseil d'administration a fait le suivi régulier du plan d'action et du degré d'atteinte des résultats. Le bilan financier du CRVI pour l'exercice se terminant le 31 mars 2001 et les états de revenus et dépenses et de l'évolution des actifs nets ont été vérifiés par une firme externe conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Les membres du conseil d'administration ont également approuvé le présent rapport annuel.

Je suis satisfait des pratiques et des méthodes qui ont été utilisées pour produire l'information véhiculée dans ce rapport annuel.

À mon avis, les informations présentées dans ce rapport annuel correspondent à la situation et sont fiables.

Le président du Comité des responsables de la vérification interne,



Alain Chassé

TABLE DES MATIÈRES

CHAPITRE 1 – MISSION ET OBJECTIFS	1
CHAPITRE 2 – FONCTIONNEMENT	1
CONSEIL D'ADMINISTRATION	1
ASSEMBLÉES PLÉNIÈRES	2
ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ANNUELLE	2
SECRÉTARIAT	2
CHAPITRE 3 – PLAN D'ACTION 2000 – 2001	3
CHAPITRE 4 – RÉALISATIONS	5
AVIS	5
ASSISTANCE PROFESSIONNELLE	6
CONFÉRENCE FRANCOPHONE INTERNATIONALE 2002 SUR L'AUDIT ET LA GESTION	11
PARTENARIAT	12
FORMATION ET PERFECTIONNEMENT	13
PROMOTION DE LA VÉRIFICATION INTERNE	21
COMMUNICATIONS ET AUTRES DOSSIERS	21
CHAPITRE 5 – ÉTATS FINANCIERS	25
ANNEXES	33
ANNEXE A – MEMBRES DU CRVI AU 31 MARS 2001	33
ANNEXE B – ORGANISMES DE COORDINATION INTERMINISTÉRIELS	34

CHAPITRE 1 – Mission et objectifs

Le Comité des responsables de la vérification interne (CRVI) a été institué par le Conseil du trésor, en avril 1989 (C.T. 170412). Il regroupe les responsables de la vérification interne des ministères et des organismes assujettis à la *Directive concernant l'analyse de programme et la vérification interne* (C.T. 170407). De plus, des membres associés sont invités à participer à des activités du CRVI. Au 31 mars 2001, le CRVI comptait 40 membres (annexe A).

Les objectifs du CRVI se résument ainsi :

- favoriser le développement de l'expertise et de la compétence des vérificateurs internes dans l'exercice de leur profession ;
- agir comme promoteur et comme conseiller en matière d'instauration, d'orientation et d'évolution de la vérification interne dans le secteur public ;
- contribuer au rayonnement de la vérification interne ;
- fournir aux organismes centraux, sur demande ou de sa propre initiative, des avis sur des sujets qui relèvent de son champ de compétence.

CHAPITRE 2 – Fonctionnement

Dès la constitution du CRVI, les responsables de la vérification interne ont décidé d'être représentés par un conseil d'administration. Ils ont également convenu de se réunir en assemblée plénière. Pour les assister, ils peuvent compter sur les services permanents d'un secrétariat.

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le conseil d'administration est composé de six membres réguliers élus. Le mandat des membres du conseil d'administration est de deux ans et il est renouvelable.

Le président sortant et la directrice exécutive sont désignés d'office membres du conseil d'administration.

Au cours de l'exercice 2000 - 2001, les membres du conseil d'administration se sont réunis à huit reprises.

Afin de se rapprocher des membres du CRVI qui travaillent dans la métropole, la cinquième réunion du conseil d'administration s'est déroulée à Montréal.

Au 31 mars 2001, le conseil d'administration était composé de :

- M. Alain Chassé, président
Secrétariat du Conseil du trésor ;
- M. Paul-Henri Matte, vice-président
Régie des rentes du Québec ;
- M. Jacques Dumas, administrateur
Commission des normes du travail ;
- M. Marc Laurin, administrateur
Ministère des Ressources naturelles ;
- M. Maurice Sénécal, administrateur
Sûreté du Québec ;
- M. Claude Stevens, administrateur
Ministère des Transports ;

- M^{me} Lucie Roy, directrice exécutive Comité des responsables de la vérification interne ;
- M. Claude Gauthier, administrateur Ministère du Revenu (ce poste a été comblé par une nomination du conseil d'administration).

Deux autres responsables de la vérification interne ont fait partie du conseil d'administration au cours de l'exercice et nous tenons à les remercier pour leur soutien :

- M. Jean Dussault, administrateur Commission de la santé et de la sécurité du travail ;
- M. Viateur Laplante, administrateur Ministère de l'Éducation.

ASSEMBLÉES PLÉNIÈRES

Les assemblées plénières sont un lieu d'échange sur les interventions réalisées par les unités de vérification interne ainsi que d'information à l'égard de différents sujets d'actualité.

Au cours de l'année, les responsables de la vérification interne se sont réunis à quatre reprises en assemblée plénière. La dernière des assemblées plénières s'est tenue à Montréal.

En plus des présentations de certains conférenciers, les membres lors des assemblées plénières ont pu échanger leurs idées et leurs expériences sur les sujets suivants :

- *Loi sur l'administration publique*
 - Présentation sommaire des pistes de réflexion sur le rôle des unités de vérification interne.
- rapport de la table de travail – La gestion des contrôles dans le nouveau cadre de gestion ;
- état de situation des travaux des

groupes de travail et dépôt des documents.

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ANNUELLE

L'assemblée générale annuelle s'est tenue le 8 juin 2000. Lors de cette assemblée, les responsables ont procédé à l'élection des membres du conseil d'administration.

SECRETARIAT

Le secrétariat est responsable de la gestion et de la mise en œuvre des projets du CRVI.

Il a notamment pour rôle :

- d'apporter aux membres du CRVI l'assistance nécessaire à l'atteinte des objectifs qu'ils se sont donnés ;
- d'exécuter les mandats et les travaux déterminés par le conseil d'administration ou les membres ;
- d'apporter le soutien administratif nécessaire à la réalisation des activités du CRVI ;
- d'offrir les services que requièrent les membres pour certains besoins collectifs et individuels ;
- d'effectuer les travaux de recherche et d'analyse exigés par le conseil d'administration ou les membres.

Au 31 mars 2001, le secrétariat permanent se composait de :

- M^{me} Lucie Roy, directrice exécutive ;
- M^{me} Céline Michaud, agente de secrétariat ;
- M^{me} Renée Bellemare-Tousignant, agente de secrétariat.

CHAPITRE 3 – Plan d'action 2000 – 2001

Le plan d'action ci-après représente les actions prioritaires approuvées pour l'année afin d'atteindre la planification stratégique 2000 – 2003.

Orientation stratégique 1 : <i>Bâtir une image positive et crédible de la vérification interne en faisant connaître la valeur ajoutée de l'exercice de son champ de compétence.</i>		
Objectifs : 1.1 Accroître de 6 le nombre d'unités de vérification interne dans l'administration publique. 1.2 Consolider au moins 3 unités de vérification interne existantes dans l'administration publique afin qu'elles soient constituées d'une équipe optimale, soit en ressources humaines, soit en ressources financières.	Actions : ➤ Élaborer un plan de communication de la fonction vérification interne et déterminer la stratégie d'intervention. ➤ Élaborer un plan d'action pour aider les unités de vérification interne à recruter du personnel compétent. ➤ Analyser la situation à l'égard de la relève du personnel des unités de vérification interne	Responsables : Alain Chassé, Paul-Henri Matte et Lucie Roy Claude Gauthier
Orientation stratégique 2 : <i>Assister les unités de vérification interne en concourant au développement de leur expertise dans les dossiers prioritaires liés à leur champ de compétence.</i>		
Objectif : 2.1 Quatre-vingt pour cent des unités de vérification interne réalisent au moins deux mandats qui concourent à l'atteinte des orientations stratégiques gouvernementales.	Actions : ➤ Élaborer un plan d'action pour déterminer les orientations et les actions à entreprendre dans le dossier de la modernisation de la gestion publique (gestion par résultats). ➤ Élaborer un plan d'action pour déterminer des orientations dans le dossier de l'identification des contrôles et la gestion des risques. ➤ Produire un avis aux organismes centraux. ➤ Réviser le guide de validation des unités autonomes de service. ➤ Élaborer un outil pour aider les unités de vérification interne dans la validation des informations aux rapports annuels des ministères et des organismes. ➤ Élaborer un plan d'action pour la mise à jour du Manuel de la pratique professionnelle de la vérification interne dans l'administration publique québécoise ainsi que l'émission d'une première mise à jour. ➤ Rôle des vérificateurs internes et GIRES. ➤ Le plan de contrôle en gestion financière. ➤ Organiser des sessions de formation, des tables rondes qui favorisent le partage d'expériences ainsi que des assemblées plénières. ➤ Exercer une veille et faire rapport aux membres lors des assemblées plénières.	Responsables : Paul-Henri Matte Alain Chassé Jacques Dumas Jacques Dumas Alain Chassé Marc Laurin Claude Stevens Marc Laurin et Lucie Roy Conseil d'administration

Orientation stratégique 3 :
Viser une gestion efficace du CRVI.

Objectif :	Actions :	Responsables :
<p>3.1 Offrir des services de qualité qui répondent aux besoins des membres.</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Réaliser une étude liée au développement d'un INTRANET pour les membres. ➤ Développer des ententes de partenariat avec l'IVIQ et l'IVIM. ➤ Réaliser une étude sur les ressources optimales requises pour rendre les services aux membres. ➤ Sondage sur la satisfaction des membres du CRVI. ➤ Examiner et proposer des solutions afin de développer un sentiment d'appartenance, d'implication et de collaboration au sein du CRVI. ➤ Poursuivre les échanges et le partenariat avec les autres groupes sectoriels du gouvernement du Québec. 	<p>Lucie Roy</p> <p>Lucie Roy</p> <p>Lucie Roy</p> <p>Lucie Roy</p> <p>Jacques Dumas et Lucie Roy</p> <p>Alain Chassé et Lucie Roy</p>

CHAPITRE 4 – Réalisations

Ce chapitre présente les différentes activités accomplies par le CRVI pour s'acquitter de sa mission.

Au cours de l'année, de nouveaux événements ont nécessité l'ajout d'activités au plan d'action 2000 - 2001 et le report de certaines autres à une année ultérieure. Toutefois, la plupart des activités prévues ont été réalisées.

AVIS

Guide de gestion sur l'évaluation de programme

En mars 2001, un avis a été transmis au Secrétariat du Conseil du trésor sur le projet de *Guide de gestion sur l'évaluation de programme*.

Le CRVI a fait part de ses préoccupations quant à l'étendue du champ d'expertise de la fonction d'évaluation de programme comparativement au rôle de la vérification interne.

Les personnes suivantes ont collaboré à la rédaction de cet avis : MM. Pierre Gagné et Claude Gauthier (ministère du Revenu) ; MM. Serge Giguère et André Nadeau (Société de l'assurance automobile du Québec) ; M. Marc Laurin (ministère des Ressources naturelles) et M. Paul-Henri Matte (Régie des rentes du Québec).

Participation à des groupes de travail

Élaboration d'un guide sur les indicateurs

Un groupe de travail a été formé, sous l'égide du Secrétariat du Conseil du trésor, afin d'illustrer la notion de mesure et d'inventorier les types d'indicateurs dans le contexte de la gestion axée sur les résultats. Son mandat est de produire un guide de bonnes pratiques en matière d'indicateurs.

Le CRVI a été invité à participer à ce projet. La directrice exécutive, M^{me} Lucie Roy, a été désignée par le conseil d'administration pour faire partie de ce groupe de travail.

Élaboration d'un guide sur le rapport annuel de gestion

Le Secrétariat du Conseil du trésor a invité le CRVI à participer à un groupe de travail interministériel en vue d'élaborer un guide de bonnes pratiques sur le rapport annuel de gestion qui s'adressera aux ministères et à certains organismes de l'administration gouvernementale. À partir du 1^{er} avril 2002, ces derniers devront déposer à l'Assemblée nationale leur rapport annuel de gestion selon les exigences de la nouvelle *Loi sur l'administration publique*.

M. Alain Chassé, président, représente le CRVI sur le groupe de travail.

ASSISTANCE PROFESSIONNELLE

Adhésion corporative à l'Institut des vérificateurs internes

En 1992, le CRVI concluait une entente avec l'Institut des vérificateurs internes (Institute of Internal Auditors [IIA]) afin de procurer au personnel de la vérification interne de l'administration publique québécoise un programme d'adhésion corporative à cet organisme.

L'entente est renouvelée annuellement et la période d'adhésion débute le 1^{er} août. Pour l'exercice 2000 - 2001, 168 vérificateurs internes se sont prévalus de cette adhésion, comparativement à 172 pour l'année financière 1999 - 2000.

Planification stratégique 2000 à 2003 et groupes de travail

Dans le but d'assister et de conseiller les responsables de la vérification interne dans leurs fonctions, une planification stratégique a été établie selon les concepts liés à la gestion axée sur les résultats prônée dans la fonction publique québécoise. Certaines actions font ressortir davantage la contribution des unités de vérification interne à la modernisation de la fonction publique.

Cette planification stratégique a été adoptée lors de l'assemblée générale annuelle des membres en juin 2000 et produite en format promotionnel.

Par la suite, un plan d'action a été élaboré, d'où la formation de groupes de travail, dont les travaux sont présentés ci-après.

Chacun des membres du conseil d'administration est responsable d'un groupe.

Tous les groupes de travail préparent, s'il y a lieu, la mise à jour du *Manuel de la pratique professionnelle de la vérification interne dans l'administration publique québécoise*.

Validation des rapports annuels de gestion des agences, des ministères et des organismes

Principal objectif :

Préparer et publier un guide permettant aux vérificateurs internes des agences, des ministères et des organismes de procéder à la validation des informations contenues au rapport annuel de gestion devant être publié comme le stipule la *Loi sur l'administration publique*.

Réalisations :

- inventaire de la documentation existante concernant les guides pour les unités autonomes de service (UAS) ;
- consultation de la documentation concernant les missions d'examen des différentes organisations ;
- publication d'une première version du guide pour fins de consultation, dans la perspective de présenter la version finale aux membres du CRVI en mai 2001.

Le groupe de travail s'est réuni à huit reprises. Quelque 372 heures ont été consacrées à ce dossier.

Membres du groupe de travail :

- Jacques Dumas, coordonnateur
Commission des normes du travail
- Christian Boivin
Société de l'assurance automobile du Québec
- Maryse Chabot
Secrétariat du Conseil du trésor
- Alain Chassé
Secrétariat du Conseil du trésor
- Pierre Gagné
Ministère du Revenu
- Lucie Roy
Comité des responsables de la vérification interne
- Doris Carrier, support technique
Commission des normes du travail

Ressources humaines

Principaux objectifs :

- élaborer un plan d'action pour aider les unités de vérification interne à recruter du personnel compétent ;
- analyser la situation à l'égard de la relève du personnel des unités de vérification interne.

Réalisation :

- production d'une description d'emploi type pour un poste de directeur de vérification interne (évaluation de niveau cadre supérieur).

En cours :

- élaboration d'une description d'emploi type pour les postes de vérificateurs internes de différents niveaux (chargé de projet, spécialiste, généraliste).

Biens livrables :

- fournir aux autorités des ministères et organismes la documentation administrative requise pour combler, par les ressources compétentes, les effectifs professionnels et ceux de direction d'une unité de vérification interne ;
- fournir aux autorités des ministères et des organismes l'argumentation permettant de faire reconnaître la diversité et la complexité des tâches à réaliser ainsi que le rôle stratégique que la vérification joue dans leur organisation.

Le groupe de travail a tenu deux réunions en août et en septembre 2000.

Membres du groupe de travail :

- Claude Gauthier, coordonnateur
Ministère du Revenu
- Alain Chassé
Secrétariat du Conseil du trésor
- Jacques Dumas
Commission des normes du travail
- Pierre Gagné
Ministère du Revenu
- Serge Giguère
Société de l'assurance automobile du Québec
- Marc Laurin
Ministère des Ressources naturelles
- Lucie Roy
Comité des responsables de la vérification interne

Programme de contrôle de gestion et gestion des risques et des contrôles

Un programme de contrôle de gestion adapté aux risques de chaque organisation est un outil efficace que les dirigeants des ministères et des organismes auront avantage à mettre en place pour être en mesure d'attester qu'ils contrôlent leurs activités et ainsi répondre aux exigences de la nouvelle *Loi sur la fonction publique*.

Pour aider les unités de vérification interne à appuyer leur organisation et à réaliser des mandats selon les orientations stratégiques gouvernementales, le CRVI a mis sur pied un groupe de travail chargé de l'assister et de le conseiller sur la mise en place d'un programme de contrôle de gestion ainsi que sur les approches de gestion des risques et des contrôles.

Principaux objectifs :

- définir des concepts et un vocabulaire communs ;
- déterminer les orientations liées au programme de contrôle de gestion ainsi qu'à la gestion des risques et des contrôles ;
- définir les composantes d'un programme de contrôle de gestion ;
- déterminer la nécessité d'émettre un avis au secrétariat du Conseil du trésor et le produire, le cas échéant ;
- élaborer les démarches et les outils appropriés pour la gestion des risques et des contrôles :
 - déterminer les démarches que les unités de vérification interne peuvent adopter pour la gestion des risques et des contrôles ;
 - proposer des outils pour les différentes démarches élaborées.

Réalisations :

1. Volet programme de contrôle de gestion

Le Conseil exécutif a mis sur pied, au mois de février 2000, la table de travail « *La gestion des contrôles dans le nouveau cadre de gestion* ».

Cette table de travail, qui avait pour mandat de proposer les orientations de gouverne en matière de contrôle, a déposé son rapport en août 2000.

Messieurs Benoît Boivin (secrétaire), Alain Chassé, Claude Gauthier, Denis Jacques et Marc Laurin ont participé aux travaux de cette table.

À la suite d'une des recommandations de cette table de travail, on a confié à un groupe formé de sous-ministres adjoints et de directeurs généraux de l'administration ainsi que d'un représentant du CRVI le mandat de proposer au Secrétaire général du gouvernement :

- un programme type de contrôle de gestion ;
- un plan de mise en œuvre ;
- un devis de formation à l'intention des gestionnaires.

Messieurs Benoît Boivin (secrétaire) et Alain Chassé ont participé aux travaux de ce groupe et ont été assistés de M. Pierre Gagné, M. Claude Gauthier, M. Denis Jacques, M^{me} Lucie Roy et M. Claude Stevens.

Les résultats du groupe de travail ont été présentés par sa présidente M^{me} Louise Milhomme, sous-ministre adjointe au secrétariat à la Modernisation de la gestion publique, dans le cadre de l'assemblée plénière des membres du CRVI tenue à Montréal en mars 2001.

2. Volet gestion des risques et des contrôles

D'autres intervenants s'intéressant à la gestion des risques, les travaux à cet égard n'ont pu avancer au rythme prévu. Le groupe de travail s'est réuni à deux occasions et il a été convenu d'examiner les différentes approches utilisées en gestion des risques et des contrôles, les coûts afférents, le nombre d'employés et de gestionnaires impliqués ainsi que les ressources utilisées pour mener à bien ces activités.

Membres du groupe de travail :

- Alain Chassé, coordonnateur
Secrétariat du Conseil du trésor
- Claude Stevens, coordonnateur
Ministère des Transports
- Julie Beausoleil
Régie de l'assurance maladie du Québec
- Pierre Bédard
Ministère de l'Éducation
- Benoît Boivin
Ministère de l'Environnement
- Serge Doyon
Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'alimentation
- Pierre Gagné
Ministère du Revenu
- Claude Gauthier
Ministère du Revenu
- Denis Jacques
Ministère de la Solidarité sociale
- Roger Langlois
Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances
- James Loiseau
Secrétariat du Conseil du trésor
- Paul-Henri Matte
Régie des rentes du Québec
- Michel Marcotte
Ministère des Relations avec les citoyens et de l'Immigration
- André Nadeau
Société de l'assurance automobile du Québec

- Lucie Roy
Comité des responsables de la vérification interne
- Jacques Turcotte
Régie de l'assurance maladie du Québec

Gestion axée sur les résultats

Le mandat du groupe de travail consiste à orienter les membres du CRVI quant aux mesures à prendre en regard de la *Loi sur l'administration publique* et à aviser les autorités concernées, s'il y a lieu, du rôle que peuvent jouer les unités de vérification interne.

Principaux objectifs :

- définir le rôle des unités de vérification interne dans la mise en œuvre de la gestion par résultats ;
- déterminer la nécessité d'émettre un avis au secrétariat du Conseil du trésor et le produire, le cas échéant ;
- élaborer, s'il y a lieu, les démarches et les outils appropriés pour que les unités de vérification interne puissent remplir leur rôle ;
- examiner la *Loi sur l'administration publique* et définir, pour chacune des sections de la loi, les interventions possibles des unités de vérification interne.

Réalisations :

Plusieurs tableaux explicatifs ont été réalisés quant au rôle potentiel que peut jouer la vérification interne au niveau de la *Loi sur l'administration publique*.

Membres du groupe de travail :

- Paul-Henri Matte, coordonnateur
Régie des rentes du Québec
- Jaouad Alami
Ministère des Transports
- Alain Chassé
Secrétariat du Conseil du trésor
- Luce Joncas
Société de l'assurance automobile du Québec
- Édouard Lavoie
Ministère des Relations internationales
- Lucie Roy
Comité des responsables de la
vérification interne
- Claude Stevens
Ministère des Transports

Gestion intégrée des ressources (GIRES)

Le mandat du groupe de travail GIRES est de soutenir et de conseiller le CRVI dans son rôle et dans la réalisation de ses objectifs.

Principaux objectifs :

- informer le CRVI de l'évolution du projet gouvernemental GIRES ;
- analyser le projet dans une perspective de vérification interne ;
- mettre en lumière les enjeux associés au projet dans un ministère ou un organisme ;
- faire valoir, auprès des autorités et des unités de vérification interne, des mesures d'atténuation possibles et l'apport des unités de vérification interne ;
- permettre au CRVI d'orienter adéquatement ses membres en regard du projet.

Réalisations :

Un mandat type de vérification du projet GIRES, inspiré du modèle élaboré par le Bureau du vérificateur général d'Hydro-Québec, a été transmis aux membres du CRVI en janvier 2001.

Par la suite, le groupe de travail a entrepris de dresser le portrait de la situation de l'implication des unités de vérification interne au sein de leur ministère ou de leur organisme.

Une présentation thématique concernant le rôle de la vérification interne dans le cadre de l'implantation d'un système intégré de gestion des ressources tel GIRES a été faite par M. Richard Landry d'Hydro-Québec, lors de l'assemblée plénière du CRVI tenue à Montréal en mars dernier.

Membres du groupe de travail :

- Marc Laurin, coordonnateur
Ministère des Ressources naturelles
- Lyne Bergeron
Ministère de la Justice
- Alain Chassé
Secrétariat du Conseil du trésor
- Élyse Dufour
Secrétariat du Conseil du trésor
- Roger Langlois
Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances
- Édouard Lavoie
Ministère des Relations internationales
- Gérard Lépine
Ministère du Revenu
- Simon Blouin-Tremblay
Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation
- Jacques Turcotte
Régie de l'assurance maladie du Québec

CONFÉRENCE FRANCOPHONE INTERNATIONALE 2002 SUR L'AUDIT ET LA GESTION

Des représentants de l'Institut des vérificateurs internes, section de Québec (IVIQ), et du CRVI se sont associés pour organiser, à Québec, une conférence internationale francophone sur l'audit interne et la gestion les 6, 7 et 8 octobre 2002.

Principaux objectifs :

- répondre à certaines préoccupations des autorités, des gestionnaires et des auditeurs internes ;
- favoriser des échanges dynamiques sur la gestion et l'audit interne ainsi que sur leur complémentarité ;
- sensibiliser les participants aux meilleures pratiques de gestion et d'audit interne ;
- bonifier les façons de faire et la synergie des actions.

Réalisations :

- plusieurs rencontres ont eu lieu pour préciser les objectifs, la structure des conférences présentées, les sujets, la logistique, la liste potentielle des participants et des délégués internationaux et le partage des responsabilités ;
- un échéancier des principales étapes à franchir ainsi que divers scénarios de prévision des revenus et des dépenses ont été établis ;
- un organisme sans but lucratif a été mis sur pied. Par la suite, les responsabilités des divers sous-comités ont été définies. Les prévisions des revenus et des dépenses ainsi que le bilan d'ouverture ont été déposés ;

- le président du CRVI a obtenu une subvention au montant de 8 000 \$ de la part du secrétariat du Conseil du trésor. Cette somme a été versée aux fonds de l'organisme.

Compte tenu de l'ampleur d'un tel événement, plusieurs personnes ont accepté d'investir temps et énergie aux préparatifs de cette conférence.

La Conférence francophone internationale sur l'audit et la gestion Québec - 2002 est chapeautée par un conseil d'administration formé de représentants des deux associations :

- Paul-Henri Matte, président
- Michel Paré, vice-président
- Alain Chassé, secrétaire
- Serge Giguère, administrateur
- Gilles Huard, trésorier
- Raynald Noël, administrateur
- Lucie Roy, administratrice
- Pierre Voyer, administrateur

PARTENARIAT

Organismes de coordination interministériels

Afin d'échanger sur des sujets d'intérêts communs, les directeurs et les secrétaires de ces organismes de coordination interministériels (annexe B) se sont réunis six fois au cours de l'année.

Comité intersectoriel

Un nouveau comité, formé de représentants de l'Institut des vérificateurs internes, section de Québec (IVIQ), de l'Institut des vérificateurs internes, section de Montréal (IVIM), et du CRVI a été formé.

Une première rencontre a eu lieu en janvier 2001 afin de définir les objectifs visés par ce comité et d'établir les modalités de fonctionnement.

Le but visé par ce regroupement est d'optimiser des services ayant trait aux activités de formation offertes aux membres.

Autres associations

Le secrétariat du CRVI a transmis à ses membres des invitations à des sessions de formation organisées par d'autres associations telles :

- l'Institut des vérificateurs internes, section de Québec (IVIQ) ;
- l'Institut de gestion financière (IGF) ;
- l'Association des professionnels de la vérification et du contrôle des systèmes d'information, section de Québec (APVCSI).

FORMATION ET PERFECTIONNEMENT

Le plan d'action 2000 - 2001 prévoyait l'organisation des sessions de formation, des tables rondes qui favorisent le partage d'expériences ainsi que des assemblées plénières.

En voici les résultats.

6 avril 2000

TABLE RONDE

La validation des rapports de gestion annuels des unités autonomes de service

Cette rencontre a permis d'échanger des idées sur les travaux que les vérificatrices et vérificateurs réalisent à ce sujet.

22 participants

12 avril 2000

COLLOQUE

(organisé conjointement avec l'Institut des vérificateurs internes, section de Québec)

Les nouvelles pratiques en vérification interne

Les meilleures pratiques pour les comités de vérification

- ◆ M. Mario Bédard, CA - Associé Malette Maheu/Arthur Andersen.
- ◆ M^{me} Isabelle Berthiaume, CA - Directrice Malette Maheu/Arthur Andersen.

Les nouvelles approches en matière de vérification interne

- ◆ M. Michel Pratte, CA, directeur de la vérification interne, Confédération des caisses populaires et d'économie Desjardins.
- ◆ M^{me} Louise Plante, Adm. A., chef de service vérification générale, Hydro-Québec.

La gestion des risques et la vérification interne

- ◆ M^{me} Francine Blackburn, vice-présidente senior – Gestion des risques, Banque Royale.
- ◆ M^{me} Sonia Gauthier, directrice de la vérification interne, Banque Royale.

Le nouveau cadre de compétence de l'IIA et les nouveaux défis de la profession

- ◆ M. Guido Albert, directeur de la vérification interne, Défense nationale – Forces terrestres.

85 participants

28 avril 2000

TABLE RONDE

*L'implication des unités de vérification interne
dans la production des rapports annuels*

- ◆ M. Claude Gauthier, directeur de la vérification interne et des enquêtes au ministère du Revenu.
- ◆ M. Jacques Dumas, directeur de la vérification interne à la Commission des normes du travail.
- ◆ M. Alain Chassé, directeur de la vérification interne au secrétariat du Conseil du trésor.

Présentation de 3 modes d'intervention dans la validation de l'information au rapport annuel de ministère ou d'organisme pour l'année financière 1999 - 2000.

28 participants

9 mai 2000

TABLE RONDE

Plan d'action gouvernemental en matière de protection des renseignements personnels

- ◆ M^{me} Lyne Bergeron, directrice de la vérification interne au ministère de la Justice.
- ◆ M. Viateur Laplante, directeur de la vérification interne au ministère de l'Éducation.
- ◆ M^{me} Diane Gagnon, responsable de l'accès à l'information et aux renseignements personnels au ministère de l'Éducation.
- ◆ M. Claude Gauthier, directeur de la vérification interne et des enquêtes au ministère du Revenu.
- ◆ M. Jacques Turcotte, directeur de la vérification interne par intérim à la Régie de l'assurance maladie du Québec.
- ◆ M. Yves Bilodeau, consultant.

Directive sur la sécurité de l'information numérique et des échanges électroniques dans l'administration gouvernementale

- ◆ M. Michel Després, directeur des politiques de gestion des ressources informationnelles, sous-secrétariat aux inforoutes et aux ressources informationnelles, secrétariat du Conseil du trésor.
- ◆ M. Pierre Sasseville, coordonnateur à la sécurité de l'information au gouvernement du Québec, sous-secrétariat aux inforoutes et aux ressources informationnelles, secrétariat du Conseil du trésor.

20 participants

8 juin 2000

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ANNUELLE
Évaluation des contrôles informels

◆ M. Serge Vaillancourt – Hydro-Québec.

21 participants

12 juin 2000

SESSION D'INFORMATION
(organisée conjointement avec le secrétariat à la Modernisation de la gestion publique)
Loi sur l'administration publique

Rappel des principaux aspects de la *Loi sur l'administration publique*

Composition et mandats des différentes tables de discussion des sous-ministres

◆ M. Royal Messier, chargé de mission au SMGP.

Les résultats attendus lors de l'implantation (2000 à 2005) de la *Loi sur l'administration publique*

◆ M^{me} Lorraine Malenfant-Loiselle, chargée de mission au SMGP.

Plan de communication 2000 – 2001

◆ M. Denis Dion, responsable des communications au SMGP.

32 participants

5 et 12 septembre 2000

SÉANCES D'INFORMATION CA – CIA
(organisée conjointement avec l'Institut des vérificateurs internes, section de Québec)
*Entente conclue entre l'Institute of Internal Auditors (IIA) et le
Conseil national de la spécialisation de l'Institut canadien des comptables agréés*

- ◆ M^{me} Christine Montamat, Ordre des comptables agréés du Québec.
- ◆ M. Michel Paré, consultant.

20 septembre 2000

ASSEMBLÉE PLÉNIÈRE
Loi sur l'administration publique

EXPOSÉ SOMMAIRE DES ÉLÉMENTS IMPORTANTS DE LA LOI SUR L'ADMINISTRATION PUBLIQUE

- ◆ M. Alain Chassé, directeur de la vérification interne au secrétariat du Conseil du trésor.

21 participants

13 octobre 2000

SESSION D'INFORMATION
(organisée en collaboration avec les organismes de coordination interministériels)
Gestionnaires de ressources et modernisation : pour un meilleur arrimage

Le plan d'action pour la prochaine année et le rôle particulier confié aux gestionnaires de ressources

- ◆ M^{me} Monique L. Bégin, secrétaire générale associée au secrétariat à la Modernisation de la gestion publique.

La modernisation : un enjeu stratégique pour la fonction publique

- ◆ M^{me} Louise Milhomme, sous-ministre adjointe au secrétariat à la Modernisation de la gestion publique.

Les principales contributions que le Conseil du trésor entend apporter au cours des prochains mois et les mesures de soutien à l'intention des gestionnaires de ressources

- ◆ M. Michel Boivin, Secrétaire du Conseil du trésor.

L'appropriation de la modernisation par les ministères et les organismes : le point de vue de trois sous-ministres

- ◆ M^{me} Nicole Malo, secrétaire du Comité des priorités.
- ◆ M^{me} Diane Jean, sous-ministre au ministère de l'Environnement.
- ◆ M. Jean-Paul Beaulieu, sous-ministre au ministère des Ressources naturelles.

La modernisation de la fonction publique : une démarche irréversible

- ◆ M. Michel Noël de Tilly, secrétaire général du Conseil exécutif.

25 personnes du CRVI ont participé à cette activité

15 novembre 2000

PETIT DÉJEUNER – CONFÉRENCE

L'identification et l'évaluation des risques à la Régie des rentes du Québec

- ◆ M. Paul-Henri Matte, directeur de l'audit interne, Régie des rentes du Québec.
- ◆ M. Michel Paré, consultant.

55 participants

21 novembre 2000

DÎNER-CONFÉRENCE

(organisé conjointement avec l'Institut des vérificateurs internes du Québec)

La gestion des risques et des contrôles – Point de vue d'un dirigeant d'organisme

- ◆ M. Guy Morneau, président-directeur général à la Régie des rentes du Québec.

100 participants

12 décembre 2000

ASSEMBLÉE PLÉNIÈRE

LA GESTION DES CONTRÔLES DANS LE NOUVEAU CADRE DE GESTION

- ◆ M. Benoît Boivin, responsable de la vérification interne au ministère de l'Environnement et membre du groupe de travail ayant pour mandat de proposer les orientations gouvernementales en matière de contrôle dans le contexte de la modernisation du cadre de gestion de l'administration publique.

EXPOSÉ SUR LE REPOSITIONNEMENT DU RÔLE DU CONTRÔLEUR DES FINANCES

- ◆ M. Yvan Giroux, directeur des mandats spéciaux au Contrôleur des finances.

22 participants

6 mars 2001

COLLOQUE

(organisé conjointement avec l'Institut des vérificateurs internes, section de Québec)
Gouvernement d'entreprise et gestion des risques

Le cadre de la gouverne

- ◆ M. Jean Bédard, CA, Ph. D., Université Laval.

Évaluation intégrée des risques

- ◆ M. Michael O'Bryan, CA, CIA, CISA, Société canadienne des postes.

Portrait de la situation du gouvernement d'entreprise au Canada

- ◆ M^{me} Guylaine Saucier, CM, FCA, présidente du Comité mixte sur le gouvernement d'entreprise établi par la Bourse de Toronto, le Canadian Venture Exchange (CVE) et l'Institut canadien des comptables agréés (ICCA).

Responsabilités et enjeux des administrateurs du nouveau millénaire (table ronde)

- ◆ M. Jean-Paul Beaulieu, sous-ministre au ministère des Ressources naturelles, membre du conseil d'administration d'Hydro-Québec.
- ◆ M. Claude Béland, président sortant du Mouvement Desjardins, membre du conseil d'administration à la Régie des rentes du Québec.
- ◆ M^{me} Guylaine Saucier, CM, FCA, membre du conseil d'administration de nombreuses grandes entreprises canadiennes.
- ◆ M. Jean Bédard, CA, Ph.D., animateur de la table ronde.

Lors de cet événement, M. Éric Lavoie de la firme Lemieux Nolet agissait à titre d'animateur.

127 participants

13 mars 2001

ASSEMBLÉE PLÉNIÈRE À MONTRÉAL

LE VÉRIFICATEUR INTERNE ET L'IMPLANTATION D'UN LOGICIEL INTÉGRÉ DES RESSOURCES

- ◆ M. Richard Landry, Bureau du vérificateur général d'Hydro-Québec.

LE PROGRAMME TYPE DE CONTRÔLE DE GESTION

- ◆ M^{me} Louise Milhomme, sous-ministre adjointe au secrétariat à la Modernisation de la gestion publique, présidente de la table de travail sur le programme type de contrôle de gestion.

Le programme type de contrôle de gestion en élaboration dans les ministères

- ◆ M. Benoît Boivin, responsable de la vérification interne au ministère de l'Environnement.
- ◆ M. Denis Jacques, directeur de la vérification interne au ministère de la Solidarité sociale.

Partage des responsabilités quant à la gestion par résultats

- ◆ M. Jacques Ouimet, directeur de la vérification interne au ministère de l'Industrie et du Commerce.

30 participants

Les Grands prix du CRVI – Première édition

Le 8 juin 2000 au Musée du Québec avait lieu l'événement les **Grands Prix du CRVI - Première édition** sous le thème « La vérification interne : une valeur ajoutée à l'organisation ».

La finalité de cet événement est de permettre à la communauté des professionnels de la vérification interne de connaître et de partager les travaux dignes de mention des unités de vérification interne.

Les Grands Prix du CRVI ont été décernés à trois organisations dont les qualités ont été reconnues par un jury de sélection :

- Réaliser des mandats de vérification
Ministère du Revenu
- Jouer le rôle de conseiller
Hydro-Québec
- Contribuer au rayonnement de la profession
Secrétariat du Conseil du trésor

Un trophée a été remis à chacun des finalistes. Le programme de cette journée décrit les réalisations des gagnants.



Célébrations du 10e anniversaire du CRVI

Concomitamment aux Grands Prix du CRVI, se tenaient les célébrations du 10^e anniversaire du CRVI sous la présidence d'honneur du ministre d'État à l'Administration et à la Fonction publique, président du Conseil du trésor, M. Jacques Léonard. M. Léonard a profité de cette rencontre pour souligner l'importance qu'il accorde à la fonction de vérification interne dans la fonction publique.

Le Secrétaire du Conseil du trésor, M. Michel Boivin, a, quant à lui, souligné le dynamisme et l'engagement des membres du CRVI afin que la fonction publique soit des plus performantes. Par la suite, il a rendu hommage à deux bâtisseurs de cette profession :

- M^{me} Francine Martel - Vaillancourt, présidente de 1989 à 1992 ;
- M. Alain Chassé, président depuis 1992.

La journée s'est terminée par une allocution du président du CRVI qui a dressé, à larges traits, l'histoire du CRVI depuis 1989.

Membres du comité organisateur :

- Paul-Henri Matte, président du comité organisateur
Régie des rentes du Québec
- Jacques Dumas
Commission des normes du travail
- Claude Gauthier
Ministère du Revenu
- Serge Giguère
Société de l'assurance automobile du Québec
- Viateur Laplante
Ministère de l'Éducation
- Lucie Roy
Comité des responsables de la vérification interne

PROMOTION DE LA VÉRIFICATION INTERNE

- Dans le cadre d'un colloque organisé par l'Institut des vérificateurs internes de Montréal (IVIM), M. Alain Chassé, président du CRVI, a été invité à faire un exposé. Il y a traité notamment du positionnement de la vérification interne en vertu de la nouvelle *Loi sur l'administration publique*.
- Deux représentants du CRVI, M. Jacques Dumas et M. Alain Chassé, ont présenté le *Guide sur les indicateurs de performance dans les unités de vérification interne*. Cette présentation a été faite à l'occasion d'un dîner-conférence organisé par l'Institut des vérificateurs internes, section Ottawa.
- Quatre membres du CRVI, de passage à Paris pour la Conférence francophone 2000, ont profité de cette occasion pour présenter le *Manuel de la pratique professionnelle de la vérification interne dans l'administration publique québécoise* à des représentants de l'Institut de l'Audit Interne (IFACI).
- M. Marc Laurin, membre du CRVI, a participé à la 59^e Conférence internationale de l'Institute of Internal Auditors, qui avait lieu à New-York du 11 au 14 juin 2000. M. Laurin a fait produire des cédéroms de cette conférence et le CRVI en a distribué à tous ses membres.

COMMUNICATIONS ET AUTRES DOSSIERS

- PARTENAIRES
Livraison de deux bulletins : juillet 2000 et mars 2001.
- Rapport annuel pour l'année se terminant le 31 mars 2000.
- Planification stratégique 2000 - 2003.
- Site Internet du CRVI
Mises à jour régulières.
- Congrès national de la FCVI les 19 et 20 mars 2001.
 - Des pourparlers ont eu lieu avec le président de la FCVI afin qu'un dirigeant d'organisme entretienne les congressistes du rôle du service de la vérification interne et de sa valeur ajoutée.
- Certification par le Vérificateur général du Québec des rapports des unités autonomes de service (UAS).
 - Le Vérificateur général a effectué ses travaux auprès de deux unités autonomes de service, soit la Régie des rentes du Québec et les Services aériens et postaux du secrétariat du Conseil du trésor. Afin de préparer les unités de vérification interne adéquatement aux interventions du Vérificateur général, un comité de coordination du CRVI a été formé pour suivre l'évolution des travaux. Il est composé des deux directeurs de la vérification interne de ces entités et de la directrice exécutive.
- Règlement de régie interne du Comité des responsables de la vérification interne.
 - Modifications adoptées lors de l'assemblée générale annuelle le 8 juin 2000.

- Centre de documentation du CRVI.
 - Retrait de la liste des publications sur le site Internet du CRVI en vue de la transmettre aux responsables de la vérification interne par le biais du courrier électronique.
- Intranet gouvernemental.
 - Des pourparlers ont eu lieu afin de développer un intranet gouvernemental.
- Compilation des données statistiques et des indicateurs de performance au 31 mars 2000. Un document sommaire (projet) présentant les résultats est disponible pour les membres du CRVI.

CHAPITRE 5 – États financiers

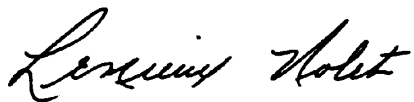
RAPPORT DES VÉRIFICATEURS

Aux membres du Comité des responsables de la vérification interne

Nous avons vérifié le bilan du Comité des responsables de la vérification interne au 31 mars 2001 et les états des revenus et dépenses et de l'évolution des actifs nets de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction du comité. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur notre vérification.

Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À notre avis, ces états financiers donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière du comité au 31 mars 2001 ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus.



Comptables agréés
Société en nom collectif

Lévis (Québec)

Le 5 juin 2001

Lévis (418) 833-2114
Sainte-Foy (418) 659-7374
Cap-Santé (418) 285-2779
Montmagny (418) 248-1910
Montréal (514) 878-0982



COMITÉ DES RESPONSABLES DE LA VÉRIFICATION INTERNE

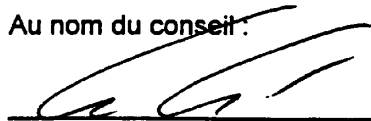
Bilan

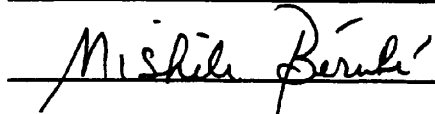
31 mars 2001, avec chiffres correspondants de 2000

	2001	2000
Actif		
Actif à court terme :		
Encaisse	30 882 \$	28 623 \$
Débiteurs	8 317	170
Frais payés d'avance	-	3 600
	<u>39 199</u>	<u>32 393</u>
Immobilisations (note 3)	8 806	8 061
	<u>48 005 \$</u>	<u>40 454 \$</u>
Passif et actifs nets		
Passif à court terme :		
Créditeurs	4 501 \$	185 \$
Actifs nets :		
Investis en immobilisations	8 806	8 061
Non affectés	34 698	32 208
	<u>43 504</u>	<u>40 269</u>
	<u>48 005 \$</u>	<u>40 454 \$</u>

Voir les notes afférentes aux états financiers.

Au nom du conseil :

 , administrateur

 , administrateur



COMITÉ DES RESPONSABLES DE LA VÉRIFICATION INTERNE

État des revenus et dépenses

Exercice terminé le 31 mars 2001, avec chiffres correspondants de 2000

	2001	2000
Fonctionnement :		
Revenus :		
Contribution du gouvernement du Québec (note 4)	173 633 \$	172 193 \$
Dépenses :		
Salaires	132 292	123 070
Loyer	19 946	17 411
Fournitures et frais de bureau	5 021	6 385
Publications	5 606	9 769
Communications	5 029	4 340
Déplacements	1 384	244
Entretien et réparations	-	45
Réunions et réceptions	855	1 661
Recrutement	-	3 360
Amortissement des immobilisations	1 364	2 764
Perte sur disposition d'immobilisations	2 523	-
	174 020	169 049
	(387)	3 144
Formation et autres frais :		
Revenus nets (dépenses nettes) (note 5) :		
Colloques CRVI/IVIQ	8 164	-
Cotisation corporative IIA	106	302
Sessions de perfectionnement	(2 608)	-
Rencontres thématiques	(394)	4 637
Réunions et réceptions	(1 599)	(1 810)
Assemblées	(334)	(449)
Frais divers	287	242
	3 622	2 922
Excédent des revenus sur les dépenses	3 235 \$	6 066 \$

Voir les notes afférentes aux états financiers.



COMITÉ DES RESPONSABLES DE LA VÉRIFICATION INTERNE

État de l'évolution des actifs nets

Exercice terminé le 31 mars 2001, avec chiffres correspondants de 2000

	Non affectés	Investis en immobilisations	2001 Total	2000 Total
Solde au début de l'exercice	32 208 \$	8 061 \$	40 269 \$	34 203 \$
Excédent des revenus sur les dépenses	7 122	(3 887)	3 235	6 066
Investissement en immobilisations	(4 632)	4 632	-	-
Solde à la fin de l'exercice	34 698 \$	8 806 \$	43 504 \$	40 269 \$

Voir les notes afférentes aux états financiers.



COMITÉ DES RESPONSABLES DE LA VÉRIFICATION INTERNE

Notes afférentes aux états financiers

Exercice terminé le 31 mars 2001

1. Statut et nature des activités :

Le 4 avril 1989, le Conseil du Trésor a instauré un Comité des responsables de la vérification interne (C.T. 170412). Ce Comité a le mandat de favoriser une gestion efficiente et efficace dans les ministères et organismes par l'exercice et la promotion de la vérification interne. Il a également le mandat de soumettre aux organismes centraux du gouvernement, à leur demande ou de sa propre initiative, des avis sur des sujets relevant de son champ de compétence.

2. Principales conventions comptables :

a) Revenus et dépenses :

Les revenus et dépenses du Comité sont comptabilisés selon la méthode de comptabilité d'exercice.

b) Apports :

Les apports sont constatés selon la méthode du report. Ainsi, les apports affectés sont constatés à titre de revenus de l'exercice au cours duquel les dépenses connexes sont engagées. Les apports sont constatés à titre de revenus lorsqu'ils sont reçus ou à recevoir si le montant à recevoir peut faire l'objet d'une estimation raisonnable et que sa réception est raisonnablement assurée.

Les apports de fournitures et de services sont comptabilisés, le cas échéant, lorsqu'il s'agit de fournitures et de services que l'organisme se procure normalement contre paiement.

c) Immobilisations :

Les immobilisations sont établies au prix coûtant. L'amortissement est déterminé selon la méthode de l'amortissement du solde dégressif aux taux annuels suivants :

Éléments d'actif	Taux
Équipement de bureau	20 %
Équipement informatique	30 %

d) Avantages sociaux :

Les avantages sociaux relatifs aux traitements des employés du Comité des responsables de la vérification interne sont assumés par le Secrétariat du Conseil du Trésor du gouvernement du Québec. Cette contribution n'est pas comptabilisée aux états financiers.



COMITÉ DES RESPONSABLES DE LA VÉRIFICATION INTERNE

Notes afférentes aux états financiers (suite)

Exercice terminé le 31 mars 2001

3. Immobilisations :

	2001		2000	
	Prix coûtant	Amortissement cumulé	Valeur comptable nette	Valeur comptable nette
Équipement de bureau	4 585 \$	2 209 \$	2 376 \$	2 970 \$
Équipement informatique	12 003	5 573	6 430	5 091
	16 588 \$	7 782 \$	8 806 \$	8 061 \$

4. Financement des opérations :

Au cours de l'exercice, le secrétariat du Conseil du Trésor a assumé des dépenses totalisant 173 633 \$ (2000 - 172 193 \$) pour le Comité à même les crédits votés annuellement par l'Assemblée nationale. Les crédits autorisés initialement s'élevaient par ailleurs à 143 900 \$ en 2001 (2000 - 143 900 \$). L'augmentation budgétaire est due au transfert d'un employé permanent du gouvernement à cause d'un surcroît de travail.

5. Activités de formation :

	Revenus	Dépenses	2001 Net	2000 Net
Colloque CRVI/IVIQ	24 122 \$	15 958 \$	8 164 \$	- \$
Cotisation corporative IIA	13 776	13 670	106	302
Sessions de perfectionnement	9 129	11 737	(2 608)	-
Rencontres thématiques	244	638	(394)	4 637
Réunions et réceptions	639	2 238	(1 599)	(1 810)
Assemblées	-	334	(334)	(449)
Frais divers	430	143	287	242
	48 340 \$	44 718 \$	3 622 \$	2 922 \$

6. Flux de trésorerie :

L'état des flux de trésorerie n'est pas présenté étant donné que l'information relative aux flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation, d'investissement et de financement est évidente à la lecture des autres états.



ANNEXES

ANNEXE A – MEMBRES DU CRVI AU 31 MARS 2001

Membres réguliers	Entités
<p>BÉLANGER, Marcel BERGERON, Louise BERGERON, Lyne BOIVIN, Benoît BOUCHARD, Pierre BOULIANNE, Gilles BOURGET, Andréa BROUSSEAU, Claude CHASS�E, Alain CLÉMENT, Clément COUSINEAU, Serge COUTURE, Alain DOYON, Serge DUBOIS, Jacques DUMAS, Jacques DUSSAULT, Jean GAUTHIER, Claude GENDRON, Lucie GIGUÈRE, Serge GIROUX, Yvan HUARD, Andr�e JACQUES, Denis JACQUES, Réal LABBÉ, Jean LAFLEUR, Daniel LANGLOIS, Roger LAPLANTE, Viateur LAURIN, Marc LAVOIE, Édouard LEMIEUX, Nicole LIZOTTE, R�ejeanne MARCOTTE, Michel MATTE, Paul-Henri OUMET, Jacques RENAUD, Richard SCHRYER, Jos�e SÉNÉCAL, Maurice STEVENS, Claude TREMBLAY, Gilles TURCOTTE, Jacques</p>	<p>Société d'habitation du Québec Régie des assurances agricoles du Québec Ministère de la Justice Ministère de l'Environnement Office de la langue française Vérificateur général du Québec Curateur public Télé-Québec Secrétariat du Conseil du trésor Université Laval Régie du logement Ministère de la Famille et de l'Enfance Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation Loto-Québec Commission des normes du travail Commission de la santé et de la sécurité du travail Ministère du Revenu Société des traversiers du Québec Société de l'assurance automobile du Québec Contrôleur des finances Ministère des Régions Ministère de la Solidarité sociale Ministère des Finances (Placements Québec) Société immobilière du Québec Hydro-Québec Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances Ministère de l'�ducation Ministère des Ressources naturelles Ministère des Relations internationales Ministère des Affaires municipales et de la Métropole Caisse de dépôt et placement du Québec Ministère des Relations avec les citoyens et de l'Immigration Régie des rentes du Québec Ministère de l'Industrie et du Commerce Ministère de la Sécurité publique Commission de la construction du Québec Sûreté du Québec Ministère des Transports Commission des transports du Québec Régie de l'assurance maladie du Québec</p>
<p>Membres associés BONENFANT, Marcel BOUILLÉ, Martine FOISY, Ga�tan</p>	<p>Ministère de la sécurité publique Inspecteur général des Institutions financières Communauté urbaine de Montréal</p>

ANNEXE B – ORGANISMES DE COORDINATION INTERMINISTÉRIELS

Comité des responsables de la vérification interne (CRVI).

Conseil des responsables de l'informatique du secteur public (CRISP).

Association des gestionnaires en ressources matérielles du Québec (AGRMQ).

Comité consultatif de la gestion du personnel au gouvernement du Québec (CCGP).

Conseil des directrices et directeurs généraux de l'administration du gouvernement du Québec (CDGA).

Forum des responsables des communications du gouvernement du Québec.

Groupe d'action en gestion financière (GAGF).